

Face aux inégalités qu'accentue la politique de l'UMP, les élus locaux ne peuvent être de simples correcteurs, ils doivent agir pour l'égalité réelle et contribuer à la victoire nationale du PS tant en mettant en œuvre une politique de gauche adaptée aux besoins de nos concitoyens, particulièrement dans les quartiers populaires, qu'en développant de nouvelles pratiques militantes.

Penser global, agir local

dans le Val-de-Marne, les socialistes aux responsabilités

Après la déception de 2007, les bons résultats de la gauche dans le Val-de-Marne aux élections municipales et cantonales de mars dernier donnent un nouveau souffle à la construction d'une force progressiste dans notre département. En effet, ces élections ont renforcé et rééquilibré la majorité de gauche au conseil général, augmenté le nombre de nos maires et consolidé des équipes dans des villes de droite et des villes à direction communiste, elles ont aussi affaibli durablement la droite au niveau départemental. C'est un résultat qu'il faut transformer pour l'avenir.

Car il reste une question : la victoire pour quoi faire ?

Nous connaissons nos objectifs, la déclaration de principes que nous avons adoptée ces dernières semaines nous rappelle le fondement de notre identité et la base de notre action. Nous la résumerons en deux mots : l'égalité réelle.

Ce besoin d'égalité prend tout son sens dans un département majoritairement urbain comme le nôtre. Les quartiers populaires sont les premiers confrontés aux conséquences de six années de politique de droite au niveau national. Les attaques contre l'école, les transports et les mécanismes de solidarité nationale sont autant de coups portés aux populations les plus fragiles. Les communes et les autres collectivités locales ne peuvent se contenter d'amortir les chocs du système libéral, elles doivent être les actrices d'une reconquête du pouvoir national en démontrant leur capacité à réduire concrètement les inégalités qui se jouent dans nos quartiers.

I. Les collectivités locales ne sont pas de simples amortisseurs du rouleau compresseur UMP

Les victoires de la gauche en 2004 puis en 2008 place le PS à la tête d'une écrasante majorité des collectivités

territoriales importantes (20 régions sur 22, la majorité des départements et la quasi-totalité des villes de grande et de moyenne tailles). Mais parallèlement le désengagement de l'Etat se poursuit avec intensité depuis 2002 : fin des emplois jeunes, disparition progressive des financements liés à la politique de la ville, transferts de compétences sans compensation financière adaptée... Il conduit un grand nombre de nos camarades à revendiquer un rôle protecteur pour les collectivités gérées par la gauche alors qu'il est indispensable pour la gauche de corriger les inégalités créées par l'Etat-UMP, elle ne saurait, à notre sens, se limiter à cette mission. En effet, la droite fait peser des risques énormes sur l'avenir de notre pays : des risques financiers et politiques, bien sûr, mais aussi des risques sur la solidarité nationale.

A) Les collectivités ne peuvent pas tout faire

► Les limites au désengagement de l'Etat

Même si la gestion de proximité demeure un gage d'efficacité des politiques publiques décentralisées, nous devons nous rendre à l'évidence que les collectivités territoriales ne peuvent pas tout faire.

En mars dernier, le président de la Conférence permanente des coordinations associatives (CPCA) interpellait la ministre de l'Economie et des finances sur le rôle de l'Etat et les attentes des associations. Reprenant l'exemple du redéploiement des subventions culturelles, il rappelait que « *les associations attendent de l'Etat qu'il assume des responsabilités particulières ne pouvant être relayées par les collectivités territoriales.* »

L'Etat doit donc jouer son rôle. Nous devons dénoncer son désengagement plus ou moins discret qui, au fil des transferts de compétences, sans transfert de ressources, aux collectivités, fragilise les finances de ces dernières et met à mal la cohésion du territoire national. Même dans ses compétences régaliennes, comme la justice et la police, l'Etat abandonne peu à peu nos villes et nos

quartiers. De la fermeture des tribunaux au nom de la réforme de la carte judiciaire à la fausse réintroduction de la police de proximité, nous avons été témoins depuis 2002 d'un recul sans précédent de la présence de l'Etat dans nos quartiers. La politique de sécurisation sarkozyste, fondée sur la sécurisation des centres villes et les opérations coup de poing dans les faubourgs, a considérablement entamé la confiance que nos concitoyens accordaient aux forces de l'ordre. Cette méthode, digne du second Empire, nous indigne et traduit une vision détestable de notre société.

Ce n'est pourtant pas le seul dégât de la politique de l'Etat UMP. Depuis quatre ans maintenant les départements et les régions alertent l'Etat sur la gravité de ses décisions en matière de décentralisation.

► **Les collectivités territoriales écrasées par la décentralisation « made in UMP »**

Nous ne pouvons seulement revendiquer l'héritage des lois de décentralisation de 1982 sans rappeler le rôle de chef d'orchestre de l'Etat et surtout le risque financier que la décentralisation Raffarin fait courir aux collectivités locales. Dans notre département, la difficile articulation entre les priorités des socialistes et celles des communistes ne nous facilite pas toujours la tâche dans notre opposition, pourtant commune, à l'UMP.

Dans ce contexte, nous devons préparer la reconquête du pouvoir par la gauche pour éviter la situation explosive qui se profile à l'horizon.

B) La ségrégation urbaine hypothèque l'avenir de notre pays.

Les quartiers prioritaires sont les premières victimes de ce désengagement. Leurs habitants s'étaient pourtant fortement mobilisés lors de la dernière élection présidentielle. Au soir du 6 mai 2007, leur espoir déçu les a éloignés des urnes même s'ils ont su, particulièrement dans certaines villes de notre département, participer à la victoire de la gauche.

Le panorama que l'on peut dresser aujourd'hui n'est guère encourageant, pourtant il nous appartient, forts des leçons de nos propres erreurs, d'inventer de nouvelles réponses à gauche.

► **Quel avenir pour la jeunesse du Val-de-Marne ?**

L'Education, la formation, le logement et l'accès à l'emploi sont plus aujourd'hui encore qu'hier des thèmes où se nichent les discriminations les plus subtiles et les plus effrayantes.

Le sociologue Eric Maurin, auteur notamment de *Le ghetto français, enquête sur le séparatisme social* et de *L'égalité des possibles*, décrit fort bien cette situation. Les parcours scolaires et l'avenir professionnel des enfants sont incroyablement déterminés par le capital culturel

familial, plus encore que par le capital économique. Il en résulte une rupture essentielle d'égalité et des stratégies d'évitement des établissements scolaires de la part des populations les mieux informées.

Quand on connaît l'impact de la dimension et de l'adaptation du logement sur la réussite scolaire, on comprend que la construction de logements doit être adaptée à la réalité des familles destinées à y habiter. C'est ainsi que se forment les insupportables inégalités de destin qui appellent une réponse de la part des socialistes.

► **Quelles réponses de gauche ?**

La réalité profondément inégalitaire de notre société s'impose à nous. Les événements de novembre 2005 nous ont laissés sans réaction. Réunis en Congrès au Mans, au même moment, nous avons débattu sur cette violence sans vraiment tenir de discours politique. Laurent Mucchielli, invité par la fédération en mai 2006, était d'ailleurs revenu devant les militants Val-de-Marnais sur la forme de l'expression politique en réaction aux violences et déplorait un discours presque exclusivement paternaliste et de l'ordre de l'émotionnel.

D'une façon plus symptomatique encore, le bilan contrasté des années 1997-2002 nous a apporté la preuve d'une nouvelle inégalité profonde : tout le monde ne profite pas des avancées sociales de la gauche quand elle est aux responsabilités. Certaines catégories de la population, les plus fragiles, restent sur le bord de la route et regardent passer le train de la croissance.

C'est pour cela que nous devons repenser notre action en nous fixant pour objectif : l'égalité réelle.

II. Les socialistes doivent agir au plus près des préoccupations des Val-de-Marnais

A) Lutter contre les inégalités sociales et territoriales est une priorité pour tous les socialistes

► **Territoires : la coopération plutôt que la concurrence**

Face au triptyque mondialisation/évolution technologique/financiarisation, nous sommes confrontés au problème de la compétitivité de nos territoires. Au sein même de notre département, nous subissons cette loi et assistons incrédules à des fermetures d'établissements qui n'obéissent qu'à une logique financière. Les drames sociaux qui se sont déroulés ou qui se déroulent encore à Villeneuve-Saint-Georges (Facom), Bonneuil-sur-Marne (Cofrafer), et à Vitry-sur-Seine (Sanofi-Aventis) nous impose de réagir pour l'emploi et le cadre de vie de nos concitoyens.

La première réponse à ce nouvel âge du capitalisme demeure, répétons-le, la construction européenne. Il nous faudra expliciter un projet et une stratégie claire.

Plutôt que d'encourager un repli national sans perspective, nous pensons que les socialistes doivent faire preuve de pédagogie et convaincre les Français que notre avenir passe en partie par l'approfondissement de l'Europe, mais d'une Europe proche de ses citoyens et porteuse de progrès social.

Aux antipodes du désengagement libéral, nous continuons par ailleurs de croire au volontarisme économique. Nous pensons que la puissance publique (Etat, régions, villes,...) doit retrouver un rôle stratégique pour favoriser la reconversion de notre économie, notamment sur les territoires fragilisés par les mutations en cours. Les socialistes doivent porter une nouvelle politique industrielle encourageant le financement de l'investissement productif et de la recherche, l'imbrication de celle-ci avec l'économie, la diffusion des progrès technologiques, la prospection des marchés internationaux, ou encore le développement des nouveaux services et de l'économie sociale et solidaire.

Enfin, nous souhaitons lutter contre la ségrégation spatiale par l'aménagement du territoire, par la création de services publics de qualité dans nos quartiers, par la conjugaison d'une mixité sociale et d'une mixité de fonctions qui offre, logement, emploi, commerces aux habitants de tous les quartiers.

► **Education, logement, accès à l'emploi : les conditions de l'égalité réelle**

Notre modèle social a été davantage orienté vers la réparation des conséquences des inégalités plutôt que de s'attaquer à leurs causes. En dépit de l'instauration des ZEP, la logique « universelle » et indifférenciée du système éducatif ne permet pas de faire face au poids colossal des inégalités de naissance dans les parcours scolaires. Les prestations sociales actuelles constituent davantage des filets de sécurité que des moyens de rattraper les handicaps initiaux.

Une politique de gauche réellement progressiste doit se fixer aujourd'hui comme horizon l'égalisation du « capital culturel ». Nous devons faire de la précocité de la scolarisation et de l'investissement social dans la petite enfance des points centraux de nos programmes et de nos pratiques. Mais nous devons également abandonner l'égalitarisme et amplifier au contraire les logiques de rattrapage et de renforcement du lien social. Pour combattre sérieusement la réplique perpétuelle de notre modèle social, nous devons revoir, entre autre, la construction actuelle de notre système d'enseignement supérieur, régi par des logiques qui figent prématurément le parcours social des individus.

Enfin, nous n'oublions pas que l'égalité réelle est aussi l'égalité des droits : à compétence égale, salaire égal, perspective égale. Il n'y aura pas de progrès social sans la mise en oeuvre de ce principe essentiel, à travers des politiques rigoureuses de lutte contre toutes les formes de discrimination.

B) Le PS dans le Val-de-Marne doit y contribuer

► Y contribuer en mettant en œuvre ces politiques grâce aux leviers conquis ou reconquis ces dernières années. La majorité au Conseil régional, un groupe rajeuni, féminisé et renouvelé au Conseil général, de nouvelles villes conquises sur la droite, des équipes nouvelles et renforcées dans d'autres communes... La gauche, et le PS en tête, progresse, à nous de préparer l'avenir.

► Au-delà de la préparation des conditions d'une victoire nationale, nous pouvons déjà nous fixer des objectifs de conquête dans le département.

Pour accompagner nos camarades qui militent dans des villes de droite et dans des villes à direction PC ou MRC, là encore, nous préconisons une approche fondée sur la coopération entre socialistes. La coopération doit, en effet, être le moteur de notre action et le principe directeur de notre fonctionnement interne.

Plusieurs axes s'offrent à nous et permettent d'envisager notre contribution fédérale à la progression électorale des socialistes dans les villes dirigées par la droite (UMP, Modem ou Nouveau Centre) ou par d'autres partis de gauche : la formation, l'appui aux élus socialistes minoritaires (jurisprudence administrative, aide à la compréhension budgétaire, échanges de bonnes pratiques...).

La mutualisation des savoir-faire, des expertises et des connaissances n'incombe pas qu'à la direction fédérale, c'est une responsabilité collective qui repose sur l'ensemble des militants du Val-de-Marne.

Une autre voie de progression des socialistes dans nos quartiers passerait par la création d'un véritable parti au service de la population. Dans de nombreux pays européens, nos camarades ont mis en place une structure militante au service de leurs concitoyens : aides aux démarches administratives, permanences de type écritain public... Comme pour toute innovation, nous proposons de mener une expérimentation dans un certain nombre de sections sur la base du volontariat.

Conclusion

Tous les socialistes sentent en France un besoin criant de gauche

En menant une politique ambitieuse et visant à l'égalité réelle, les socialistes val-de-marnais contribueront à la victoire de la gauche dans les années à venir. Nous choisissons de transformer ensemble le Val-de-Marne en laboratoire de la gauche aux responsabilités. Non pas pour compenser simplement les dégâts de la politique de la majorité parlementaire de Nicolas Sarkozy mais pour mettre en œuvre dès aujourd'hui nos idées avec les moyens à notre disposition et faire de l'égalité une réalité. ■

Liste des premiers signataires

Arieh Adida (Saint-Maurice), Thierry Atlan (Orly), Clémence Avoguen (Boissy-Saint-Léger), Laurent Azoulai (Villejuif), Patrice Bédouret (Fontenay-sous-Bois), Gilles-Maurice Bellaïche (Charenton-le-Pont), Samuel Besnard (Cachan), Sandrine Bernard (Ivry-sur-Seine), Zohra Bitan (Thiais), Jean-Marc Bourjac (Vitry-sur-Seine), Pierre Brossard (Vitry-sur-Seine), Luc Carvounas (Alfortville), Eric Chamault (Villeneuve-le-Roi), Richard Doms (Fresnes), Jean-Jacques Dret (Joinville-le-Pont), Marie-Odile Dufour (Champigny-sur-Marne), Laurent Dutheil (Villeneuve-Saint-Georges), Eve Durquety (Maisons-Alfort), Didier Fabre (Villemecresnes), Isabella Flores (Champigny-sur-Marne), Thierry Jouselin (Boissy-Saint-Léger), Katia Keraudy (Villejuif), Frédéric Massot (Villiers-sur-Marne), Hervé Joab (La Queue-en-Brie), Akli Mellouli (Bonneuil-sur-Marne), Julien Métifeux (Maisons-Alfort), Michèle Moranchel (Ivry-sur-Seine), Michèle Nathan (Créteil), Philippe Patry (Thiais), Ghislaine Patry (Orly), Sylvie Poulain (Charenton-le-Pont), Nicolas Rameau (Ivry-sur-Seine), Ivan Rodolphe (Charenton-le-Pont), René Rouquet (Alfortville), Michèle Sabban (Boissy-Saint-Léger), Isabelle Santiago-Zerah (Alfortville), Michel Sulter (Vincennes), Maxime Taillebois (Vitry-sur-Seine), Danièle Verchère (La Queue-en-Brie), Marie Vingrieff (Alfortville).